

Banjul, Gambie, 19 mars (Infosplusgabon) - La Gambie n'a pas signé d'accord d'expulsion avec l'Union européenne (UE) pour ramener les demandeurs d'asile déboutés, a déclaré, lundi, le ministre des Affaires étrangères, Ousainou Darboe, aux parlementaires à Banjul.

L'UE souhaite renvoyer un nombre indéterminé de Gambiens et a depuis recherché la coopération des pays et des gouvernements pour accepter leurs ressortissants.

L'UE a envoyé une proposition aux autorités gambiennes, appelée le Document de bonnes pratiques, cité par la PANA, lundi, dans lequel si la Gambie en convient, établira la procédure de retour des ressortissants Gambiens.

Le cadre commun, intitulé "Projet de bonnes pratiques UE-Gambie pour le bon fonctionnement de la procédure de retour", a stipulé que l'UE retournera un maximum de 50 Gambiens par mois.

Cependant, le ministre Darboe a déclaré aux député que le gouvernement a rejeté la proposition et ne l'a pas accepté jusqu'à ce qu'il réponde à ses préoccupations.

M. Darboe ne dit pas quelles sont les préoccupations, mais déclare clairement que des discussions sont en cours pour parvenir à un accord, du fait qu'il a passé plus d'une heure à répondre aux questions des députés.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Gambie a reçu 2 368 migrants de Libye depuis janvier 2017 et 2 928 de tous les autres pays au cours de la même période.

Le pays, déjà submergé par les rapatriés de Libye, a dû faire face à des rapatriés d'Amérique et d'Europe.

Les députés ont exprimé leur inquiétude que le développement pourrait compromettre la stabilité du pays.

Le député de Serrekunda East, Halifa Sallah, et chef du People Democratic Organization for Independent and Socialism (PDOIS) de l'opposition, a exhorté le ministre des Affaires étrangères à discuter avec les partenaires du pays afin d'arrêter temporairement la déportation des Gambiens du fait que cela pourrait affecter la transition vers la démocratie et perturber la paix.

"La Gambie a été prise au dépourvu parce qu'elle est en transition. Alors, quel appel le pays a-t-il lancé à nos partenaires internationaux parce que les ressortissants viennent non seulement de Libye, mais aussi des Etats-Unis et de l'Allemagne ... ", a déclaré M. Sallah.

"Nous avons examiné le document et nous pensons qu'il y a des domaines qui devraient être examinés correctement, y compris notre capacité à recevoir les rapatriés. Nous y travaillons et nous ferons part de nos préoccupations ... Nous avons fait nos propres suggestions quant à ce qui devrait être fait ", a ajouté le ministre.

FIN/INFOSPLUSGABON/ERZ/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon